

**SOUS-PRÉFECTURE
DE MONTPELLIER-CAMPAGNE**

38, Rue Proudhon
B. P. 1023
34006 MONTPELLIER Cedex
Téléphone : 72-45-81

Bureau Travaux et services

publics

Références à rappeler

GGN/SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Montpellier, le

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE de
L'ETANG de L'OR.**

Alimentation en eau potable.

Délimitation des périmètres de protection des
captages de Vauquières le Haut et Vauquières
le Bas.

Déclaration d'utilité publique.

ARRETE n° 85-IV-34

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION LANGUEDOC-
ROUSSILLON,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT.
CHEVALIER de la LEGION D'HONNEUR

le Code Rural et notamment l'article 113,

le Code de l'Administration communale,

le code de la santé publique et notamment les articles L 20 et L 20-1,

le code de l'expropriation,

le décret n° 61-987 du 24 août 1961 relatif au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de
France,

le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant réglementation d'administration publique
pour l'application du chapitre III du titre Ier du code de la santé publique, relatif aux
eaux potables,

la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux
et à la lutte contre leur pollution,

le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique
pour l'application de l'article L 20 du code de la santé publique modifié par l'article
de la loi du 16 décembre 1964 n° 64-1245 et modifiant le décret n° 61-859 du 1er août 1961,

le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245
du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre
leur pollution,

.../...

la circulaire du 10 décembre 1968 du Ministre d'Etat chargé des affaires sociales et du Ministre délégué auprès du premier Ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,

le décret n°73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n°54-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

la circulaire du 2 septembre 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 73-219 du 23 février 1973,

la circulaire n° 5068 du 17 septembre 1974 du Ministère de l'Agriculture, prise pour l'application de l'article L 20 du code de la santé, du décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 ;

l'arrêté préfectoral publiant la liste des personnes susceptibles d'être désignées en 1985 en qualité de commissaire-enquêteur à l'occasion des enquêtes d'utilité publique et parcellaire dans le département pour les expropriations pour cause d'utilité publique,

la délibération du Comité Syndical de l'ETANG de l'OR en date du 2 mars 1984 demandant la reconnaissance d'utilité publique des périmètres de protection,

les pièces du dossier d'enquête et notamment,

- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 avril 1984,
- les rapports géologiques en date de février 1984 définissant les divers périmètres de protection,

l'arrêté de M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République dans l'arrondissement de Montpellier en date du 28 juin 1984 qui a été publié et inséré dans deux journaux du département et affiché, pendant 31 jours pleins et consécutifs en mairie de VAUGUIERES,

à la date du 29 septembre 1984 les conclusions favorables du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique des périmètres de protection,

le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sur les résultats de l'enquête en date du 19 mars 1985,

la proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

LE 1 :

déclarées d'utilité publique les délimitations des périmètres de protection des captages VAUGUIERES le HAUT et VAUGUIERES le BAS sollicitées par le SIVOM de l'ETANG de l'OR.

LE 2 :

préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les déversements, rejets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière, il sera établi autour des ouvrages de captage ;

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée.

.../...

AUGUIERES le HAUT

/ Périmètre de protection immédiate :

Il correspondra à l'enclos actuel derrière l'école. Le terrain sera acquis en pleine propriété et clôturé.

Les aménagements suivants devront être apportés :

- réalisation d'un fond plan en contre-pente dans la tête de captage,
- fermeture des ouvertures basses pratiquées dans la tête de captage.

Dans ce périmètre, seules les activités nécessaires à la maintenance de l'ouvrage et à son exploitation seront tolérées.

/ Périmètre de protection rapproché :

Il sera pris de 300 m autour du forage. Dans ce périmètre les rejets résiduels par assainissement autonome seront interdits ; ceux existant pourront subsister. Le stockage de produits susceptibles de provoquer une pollution des eaux sera interdit que ce soit pour des besoins industriels ou commerciaux.

Dans ce périmètre on veillera plus particulièrement à la réalisation de l'étanchéité des réseaux de pluvial et d'égouts et on se préoccupera des rejets possibles dans le réseau de drainage superficiel.

Les établissements classés seront interdits.

/ Périmètre étendu :

Il sera pris de 1 000 m autour du forage.

Dans ce périmètre on veillera au respect de la législation en ce qui concerne la protection des eaux souterraines.

AUGUIERES LE BAS

/ Périmètre de protection immédiate :

Pour le puits, il sera délimité par l'enclos du bâtiment dans lequel il s'insère et il sera protégé par une clôture délimitante.

Pour le forage, il correspondra à une zone de 10 m adossée au réservoir de stockage. Les eaux de ce forage étant envoyées à la station de traitement, les relations réservoir-possibilité de vidange vers le puits, pourront être maintenues.

La vanne de vidange devra être raccordée directement au puits sans écoulement intermédiaire par le regard de visite.

Dans tous les cas, ne peuvent être tolérées dans le périmètre immédiat que les activités nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des ouvrages.

/ Périmètre rapproché :

Il sera pris de 300 m.

Dans ce périmètre les rejets résiduels par assainissement autonome seront interdits, ceux existants pourront subsister. Le stockage de produits susceptibles de provoquer une pollution des eaux sera interdit que ce soit pour des besoins industriels ou commerciaux. Dans ce périmètre on veillera plus particulièrement à la réalisation de l'étanchéité des réseaux de pluvial et d'égouts et on se préoccupera des rejets possibles dans le réseau de drainage superficiel. Les établissements classés seront interdits.

Périmètre étendu :

sera pris de 1 000 ml.

Sur ce périmètre on veillera au respect de la législation en ce qui concerne la protection des eaux souterraines.

ICL 3 :

Les installations existantes sur ces périmètres devront se mettre en accord avec la réglementation en vigueur et les nouvelles prescriptions indiquées à l'article 5 ci-dessus.

ICL 4 :

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Syndicat d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du département de l'Hérault.

ICL 5 :

Les eaux distribuées à partir des installations de pompage devront répondre aux normes du Service Supérieur d'Hygiène Publique de France.

ICL 6 :

Le Président du SIVOM de l'ETANG de l'OR est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation des périmètres.

ICL 7 :

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations éventuelles ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à compter de ce jour.

ICL 8 :

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

ICL 9 :

Monsieur le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République dans l'arrondissement de Montpellier, Monsieur le Président du SIVOM de l'ETANG de l'OR, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Montpellier, le 1 AVR. 1985

Pour le Préfet, Commissaire de la République,

LE SECRETAIRE GENERAL p.l

Le Directeur de Cabinet

Didier LAUGA

ampliation,
crétaire en Chef,



ré DELIZERS